L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 24 JUIN 1879. 52me Année

DUFOUR & LIMET, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI, 24 JUIN 1879.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par O. Valsten, en No 14 rue St-Louis, meubles, vaisselle, étoffes en pièces, etc.

LA DETTE DE VILLE.

La Convention a limité à dix mills le taux maximum des taxes qui pourront être prélevées pour les besoins de la ville de la Nouvelle-Orléans sur les propriétés imposables, et elle a sagement fait. Avec les cinq mills de taxe d'Etat, cela fait un et demi pour cent de la valeur annuelle des propriétés, et quand on songe à ce que ces propriétés ont eu à payer d'impôts depuis dix ou douze ans, on doit reconnaître qu'il était impossible d'exiger plus sous peine de continuer le système d'exactions criantes qui a fait perdre aux propriétés urbaines les trois quarts ou les quatre cinquièmes de leur valeur.

La Convention n'est nouvenue que les contribuables avaient été assez longtemps victimes de l'injustice et elle a compris que son premier devoir était de leur accorder la seule réparation possible, la réduction des taxes pour l'avenir.

On a dit qu'elle eût dû atteindre le maximum du comité de la dette de ville, mais voilà deux mois que ce comité a été nommé et il serait en amplement le temps de préparer et de présenter son rapport s'il l'avait voulu. Il devra maintenant conformer son plan de solution à la règle fixée par la Convention.

Avec dix taxé de dix mills, dit-on, on ne pourra subvenir aux besoins du gouvernement et faire face aux obligations de la ville. Assurément, personne ne le contestera. Mais qui ignore que la ville est virtuellement en faillite, que depuis plusieurs années elle ne paie plus ses employés, ne doive flottante, ni les intérêts de ses obligations légales, tandis qu'elle dissipe plusieurs centaines de mille piastres pour exécuter le plan des Bons à primes, cette autre sauvagerie que l'extinction de quelques dettes illégales, puisque les Bons à prime non échoués par le sort, sont tombés à 25 cents à la piastre.

La Convention n'avait pas besoin d'attendre un rapport que son comité s'empressait si peu de lui donner, pour savoir à quoi s'en tenir sur la situation financière de la municipalité et sur le degré d'épuisement des ressources des contribuables. Elle était suffisamment éclairée sur ces deux points par les réponses de quelques membres dévoués de la Nouvelle-Orléans qui ont dit toute la vérité. Elle a tenu la limitation de la taxe sur des données précises et incontestables. Un pour cent n'est tout ce que la propriété chôme peut payer. Réclamer contre ce chiffre, c'est réclamer contre l'évidence, c'est demander que la confiscation continue.

Tout le monde reconnait que l'accroissement en ville est trop élevé, par conséquent contraire à la loi. Il faut le ramener à la valeur réelle. Si cela est fait équitablement, l'accroissement ne devra pas dépasser de 80 à 90 millions au maximum. Un pour cent sur ce dernier chiffre donnerait $900,000, ce qui avec $300,000 pour les patentes et $900,000, pour la ferme des marchés, ferait un total en recettes de $1,400,000. Telle est la base sur laquelle il faut établir les dépenses.

Comme nous l'avons souvent répété, l'objet primordial de Pimpôt est de subvenir aux besoins du gouvernement.

Si, actuellement, les dépenses de l'administration sont exagérées sous un rapport, elles sont insuffisantes sous un autre point de vue. Le système actuel des bureaux est complètement condamné par l'expérience. Il est dispendieux et inefficace et contraire à tous les principes en matière gouvernementale et administrative. Il faut l'abolir au plus vite.

Avec un maire élu par le peuple, un seul conseil municipal composé d'aldermen élus par ward et non salariés, et des chefs de département nommés à vie mais choisis avec toutes les garanties possibles d'honnêteté et de capacité, nous aurons une administration municipale simple, hiérarchisée et économique. On réalisera une grande économie sur les salaires administratifs et cela permettra d'affecter une plus grande partie des ressources aux services utiles d'entretien des rues et quais, de la police, de l'éclairage, du drainage, etc.

Il est facile de calculer ce que coûtera annuellement une administration ainsi simplifiée en tenant compte des travaux indispensables pour mettre les rues et les quais en condition de répondre aux besoins du commerce et pour améliorer le drainage dans un bref délai. Quand on aura fixé sur le chiffre des dépenses municipales proprement dites, on saura quelle somme restera annuellement disponible sur les $1,400,000 pour servir à la liquidation des dettes.

C'est un terrible arriéré que celui qu'a légué le passé à la municipalité. Un délégué qui a été contrôleur de la ville, M. Stoddart Howell, m'évalue pas à moins de vingt-cinq millions la totalité des obligations de toute nature qui pèsent sur la ville. D'autres disent 26 millions. Où prendre une pareille somme qui représente le tiers des biens imposables?

Les théoriciens de l'honneur et du crédit à tout prix seront-ils soutenir qu'il faut exproprier les contribuables pour payer jusqu'au dernier sou des dettes dont la ville a été grevée avant et depuis la guerre, *per fas et nefas*? Ils ne semblent pas vouloir aller jusque là et quelques-uns même de ceux qui pensent qu'on doit payer intégralement la dette d'Etat de 12 millions, conviennent que la ville ne peut se tirer d'embarras que par un compromis avec ses créanciers.

Nous croyons qu'on ne s'entendra jamais sur un compromis volontaire. Il n'y a qu'un moyen de salut. C'est que la Convention décrète un règlement pour la liquidation des dettes de la ville et arrange les choses de façon que ces dettes soit obligatoire pour la ville et ses créanciers, en formant la partie sans aux membres. Nous expliquerons notre plan dans un prochain ar-

M. M. Wessel, agent de la succession de l'Express du Sud, à la Nouvelle-Orléans, certifie qu'il avait en sa possession pour le compte de M. Dabney, de Louisville, Ky., la moitié du billet No [illegible] qui a gagné le quatrième lot de Mille Piastres, en date du 19 [illegible] 1879, de la Louisiane State National Bank sur présentation duquel il a reçu un chèque [illegible] sur la Citizens' Bank sur présentation duquel il a reçu un chèque [illegible] sur la Citizens' Bank pour le montant dudit lot moins la commission de [illegible] pour cent.

A. Philip Werlein, agent de la succession de [illegible] certifie qu'il avait en sa possession pour le compte de [illegible] la moitié du billet No [illegible] qui a gagné le cinquième lot de Mille Piastres, en date du [illegible] 1879, de la Louisiana State National Bank, sur présentation duquel il a reçu un chèque sur la Citizens' Bank pour le montant dudit lot moins la commission de [illegible] pour cent.

FRANCE.

CHAMBRE DES DEPUTES.

LE SCRUTIN SECRET SUR CASSAGNAC.

C'est dans la séance du 9 juin que Paul de Cassagnac a accusé le gouvernement de Mahelot. Il s'agissait de la demande en autorisation de poursuites présentée contre lui à raison d'articles du Pays.

M. de Paul de Cassagnac avait combattu les conclusions de la commission. Le rapporteur M. Lavergne avait répondu et M. Talandier avait passé contre les poursuites.

Plusieurs votez demandèrent la clôture, voici le suite du compte-rendu :

M. P. de Cassagnac a la parole contre la clôture et demande s'il n'est pas convenable, pour la dignité de la Chambre, que le ministre qui demande une autorisation de poursuites s'applique sur cette œuvre de persécution et de vengeance (Très-bien ! à droite) Le violation de l'immunité parlementaire n'est-elle pas un fait assez grave pour que le ministre fasse connaître son sentiment et ne se renferme pas dans un silence inconvenable ? (Bruit.)

A propos de la clôture, le député quelconque d'un électeur de 1877 qu'il est président de la Chambre, et qui tout à l'heure a proposé la clôture quand elle était demandée par quelques députés.

M. le président. Je ne peux pas laisser dire que c'est le président qui a réclamé la clôture. Le président ne l'a pas proposée et n'a pas prononcé le premier le mot de clôture. Ce que j'affirme, c'est qu'un grand nombre de voix ayant demandé la clôture (Oui ! oui ! à gauche.—Bruit à droite.) qu'il dit, comme c'était mon devoir, me rendre au sentiment de la Chambre et la consulter. Il n'appartient à personne d'interminer la conduite du président.

M. Paul de Cassagnac. Je constate que vous m'avez enlevé la parole et que le ministre..... [Bruit.]

M. le président. Les paroles que vous venez de prononcer, Monsieur de Cassagnac, je ne les ai pas entendues, par l'excellente raison que vous n'aviez pas la parole.

M. Paul de Cassagnac. C'est pour cela que je l'ai prise. Je vais répéter les paroles que j'ai prononcées, afin que vous les entendiez.....

M. le président. Ne les répétez pas, vous violeriez une fois de plus le règlement.

M. Paul de Cassagnac. J'ai dit que la majorité avait fait une œuvre d'intolérance et que les ministres avaient fait une œuvre de lâcheté. [Applaudissements à droite.—Tumulte profond.

M. de Septenville. C'est un assassinat!

M. le président. Quand j'aurai appliqué le règlement à M. de Cassagnac, je vous inviterai à vous expliquer, monsieur de Septenville. En attendant, nous allons procéder par ordre. [Applaudissements à gauche.]

Par les expressions dont il s'est servi, M. Paul de Cassagnac est tombé sous l'application de deux dispositions du règlement. (Interruptions à droite.)

Il a d'abord violé l'article 123 qui défend le censure contre tout député qui a adressé à un membre du gouvernement quelconque des provocations et menaces.

M. Baudry-d'Asson.—Vous n'avez pas le droit de prononcer cette pénalité.

M. le président.—Non ce n'est pas moi, c'est la Chambre qui la prononce.

M. de Cassagnac a encore violé l'article 124 qui défend à la censure avec exclusion temporaire de la salle des séances contre tout membre coupable d'outrages envers le gouvernement.

Avant de consulter la Chambre, je donne la parole à M. de Cassagnac.

M. Paul de Cassagnac.—Loin de me plaindre des sévérités du règlement, je les bénis, puisqu'elles me rendent la parole qui m'avait été enlevée.

(Suit une explication entre le président et M. de Cassagnac, dans laquelle ce dernier soutient qu'il n'avait pas terminé son discours, qu'il attendait que le garde des sceaux s'expliquât pour répondre aux observations.)

M. Paul de Cassagnac déclare que s'il a accepté les sévérités du règlement, c'est parce que son droit de défense a été conservé.

Il déclare retirer le phrase qu'il a prononcée et croire que la Chambre lui pardonnera cette défaillance.

M. le président dit qu'en présence de ces explications il n'y a pas lieu de mettre la censure aux voix et déclare que s'il n'en était pas ainsi M. Paul de Cassagnac eut été incontinent rappelé à l'ordre, il pourrait pas mis la clôture aux voix. Le vote de la clôture est donc non avenue. (Très bien ! très bien !)

Le compte-rendu analytique ajoute que le secrétaire de Flandin a dit que ce dernier [illegible] du règlement [illegible]

Le président met aux voix, mais personne ne se lève. La Chambre [illegible] la salle. (Un homme dans [illegible] quand [illegible] et quand il n'y a [illegible] le président [illegible] Farnèsville qu'il vient, pour la dignité de Parlement, de prier les députés [illegible] de se lever à l'officiel aucun des regrettables incidents qui viennent de se produire. La Chambre applaudit, et la clôture étant prononcée, cette fois on peut croire que la séance touche à [illegible]

C'est encore une illusion, car [illegible] de M. de Cassagnac, s'il n'est pas [illegible] est [illegible] pas la [illegible] Farnèsville. En attendant, nous allons procéder par ordre. [Applaudissements à gauche.]

Par un [illegible] sont successivement [illegible] de scrutin, à la [illegible]

[illegible] un regard on voit bien qu'il n'est pas content. Tout à coup il se lève, et, comme tout à l'heure il a entraîné la garde des sceaux, il entraîne la majorité : "Ce qu'a fait la majorité, ce qu'a fait le gouvernement est une lâcheté !" s'écrie-t-il en désignant la Gauche d'un de ces beaux gestes imprévisibles sous lesquels on sent [illegible] qu'il [illegible] Mais le [illegible] est [illegible] et se borne à prier M. de Cassagnac de ne pas interrompre. Mais celui-ci, qui tient à ces paroles autant qu'à son geste, se lève, et textuellement répète les unes et recommence l'autre, puis croisant les bras, se dressant de toute sa hauteur, il regarde la Chambre en face, semblant lui dire : Voilà comme je suis !

La Chambre, qui n'est peut-être pas précisément éloquente par la grandeur de ses [illegible] [illegible] [illegible]